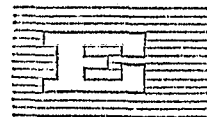
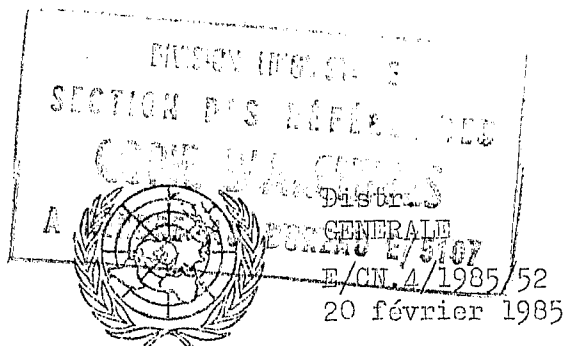


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante et unième session
Point 21 de l'ordre du jour

MESURES A PRENDRE CONTRE TOUTES LES IDEOLOGIES ET PRATIQUES
TOTALITAIRES OU AUTRES, Y COMPRIS LE NAZISME, LE FASCISME ET
LE NEOFASCISME, QUI SONT FONDÉES SUR L'INTOLERANCE OU
L'EXCLUSIVISME RACIAL OU ETHNIQUE, LA HAINE, LA TERREUR, LE
DENI SYSTEMATIQUE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QUI ONT DE TELLES CONSEQUENCES

Note du Secrétaire général

1. Le 6 février 1985, la Commission des droits de l'homme a adopté sa décision 1985/102, dont le texte est le suivant :

"La Commission des droits de l'homme prie le Conseil économique et social, lors de sa session d'organisation, de tenir compte, lorsqu'il examinera son programme de travail et eu égard à la résolution 39/114 de l'Assemblée générale, du fait que le 8 et le 9 mai 1985 marquent le quarantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale."

2. Le Secrétaire général souhaite faire savoir à la Commission qu'à sa session d'organisation pour 1985, le 8 février, le Conseil économique et social a adopté sa décision 1985/101, dont le paragraphe 2 b) se lit comme suit :

"Le Conseil a décidé, en rapport avec l'ordre du jour provisoire de sa première session ordinaire de 1985, qu'une cérémonie commémorative solennelle aurait lieu le 8 ou le 9 mai 1985, au cours d'une séance de sa première session ordinaire, eu égard à la résolution 39/114 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1984, et compte tenu de la valeur que conserve la Charte des Nations Unies, en particulier en raison de l'importance qu'elle accorde à la coopération internationale en vue de la paix, de la sécurité et du développement, du respect des droits fondamentaux de l'homme et de la dignité de la personne humaine ainsi que des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;""*

3. Au paragraphe 8 de la même décision, le Conseil a décidé de demander à tous ses organes subsidiaires de prendre en considération les résolutions et décisions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session et d'y donner dûment suite.

* Traduction provisoire

GE.85-10880